



santé
famille
retraite
services

Attestation de loyer



A remplir par le propriétaire, le bailleur, la famille d'accueil...

Art. D 542-17 et R 831-11 du code de la Sécurité sociale
Arrêté du 22 août 1986

Nom et prénom ou raison sociale (du propriétaire, bailleur ou mandataire, de la famille d'accueil) : SEI Revellat-Perroquets
 Adresse : 33 Rue des Perroquets - 94350 Villiers-sur-Naave
 N° de téléphone : 06 60 47 71 64
 N° de fax : _____ Adresse mél : evelyne@revellat.fr
 N° SIRET : 803 472 026 000 19

certifie sur l'honneur que M. ou Mme (nom et prénom) : BEDARD Benjamin si M. ou Mme (nom et prénom) : _____
 est (sont) locataire(s) en titre depuis le 04/01/2015 du logement situé (adresse complète) : 33 Rue des Perroquets - 94350 Villiers-sur-Naave

■ S'agit-il d'une chambre (pièce unique sans WC) ? oui non
 ■ Surface réelle du logement (en mètres carrés) : 118,9 m²
 ■ S'agit-il d'une colocation (sauf concubinage) ? oui non. Si oui nombre de colocataires (y compris le demandeur) : _____
 ■ Montant mensuel du loyer (payé par le locataire ou le colocataire pour un mois complet)
 - Mois d'entrée dans les lieux, précisez ce mois : Janvier 2015
 Loyer sans les charges : 580 € Montant des charges : 50 € Si meublé : montant charges comprises 630 €
 Montant total du loyer en cas de colocation : _____ €
 - Mois de juillet, précisez l'année : _____
 Loyer sans les charges : _____ € Montant des charges : _____ € Si meublé : montant charges comprises _____ €

■ Votre locataire (ou colocataire) est-il à jour dans le règlement de ses loyers ? oui non
 ■ S'il n'est pas à jour dans le règlement de ses loyers, mois du dernier loyer acquitté : _____
 ■ S'agit-il d'une sous-location ? oui non. Si oui s'agit-il d'une sous-location :
 dans une famille d'accueil par une association autre (préciser) : SEI
 ■ S'agit-il d'un hôtel ou d'une pension de famille oui non

■ Si le logement est conventionné
 • code bailleur _____ • code agence _____
 • code programme _____ • code locataire _____
 • n° de convention _____
 signée le _____ renouvelée le _____

■ S'il s'agit d'un logement pour lequel l'allocation de logement est versée automatiquement au bailleur
 • code bailleur _____ • code agence _____
 • code locataire _____
 ■ Dans les autres cas, souhaitez-vous recevoir directement l'aide au logement ? (A compléter uniquement si vous remplissez ce document pour la première fois)
 oui non (Si oui n'oubliez pas de remplir la demande de versement direct)

■ Le logement répond-il aux caractéristiques de décence énumérées ci-dessous : oui non
 Principales caractéristiques de décence que le logement doit respecter (décret 2002-120 du 30 janvier 2002)
 • Le logement ne doit pas avoir fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou de péril ;
 • la toiture, les murs, les peintures, les plafonds, les planchers, les installations électriques et de gaz ne présentent pas de risques manifestes pour la santé et la sécurité physique des locataires ;
 • l'éclairage et la ventilation sont suffisants et sans danger ;
 • il y a au moins un coin cuisine avec un point d'eau potable froide et chaude ;
 • l'installation de chauffage est suffisante et sans danger ;
 • l'installation sanitaire :
 - s'il s'agit d'un logement de plus d'une pièce, l'installation sanitaire est complète et intérieure au logement, avec douche ou baignoire et WC,
 - si le logement ne comporte qu'une seule pièce, il y a au moins des WC qui peuvent être extérieurs au logement ;
 • le logement comporte une pièce principale ayant soit une surface d'au moins 9 m² pour 2,20 m de hauteur, soit un volume habitable d'au moins de 20 m³.

A Villiers s/Naave Le 02/02/2015

Signature - cachet
(du propriétaire ou du bailleur ou famille d'accueil)

Vous avez l'obligation de signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.
 La Caf/MSA vérifie l'exactitude des déclarations (Article L. 114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 583-3, L. 831-7 du code de la Sécurité sociale et L. 351-12 du code de la Construction et de l'habitation - sans préjudice des sanctions pénales encourues, L. 114-17 du code de la Sécurité sociale - prononcé de pénalités).
 La loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

Emplacement réservé à la Caf/MSA
 W 5002503 W Date de 1^{ère} demande : 29/01/2015
 ATTLOG N° d'allocataire :

S7157 d - 11/2014